

EN COUVERTURE



Le vice- président



Programme. Vendredi 9 février, Jean-Michel Blanquer est reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron, quelques jours avant la présentation de la réforme du baccalauréat.

Ascension. En quelques mois, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer est devenu l'homme clé du système Macron. Jusqu'où peut-il aller ?

PAR ERWAN BRUCKERT, TUGDUAL DENIS, HUGO DOMENACH, OLIVIER PEROU ET CLÉMENT PÉTREAULT

Pour préparer « L'émission politique » du 15 février, l'équipe chargée du programme déjeune avec Jean-Michel Blanquer. Non sans circonspection : l'Éducation nationale est un sujet parfois technique et son ministre demeure encore peu connu des Français. Il ne dégage pas la présence physique d'un Christophe Castaner ni la théâtralité d'un Jean-Luc Mélenchon. Un prime time avec Blanquer ? France 2 ressort de table convaincue de l'intérêt télévisuel. « En réalité, la personnalité mérite trois émissions, s'enthousiasme un responsable du programme. On a un peu le même schéma qu'avec le Premier ministre, Edouard Philippe : derrière la sobriété, voire une certaine dose de froideur, ce sont des

personnalités chaleureuses. » Jean-Michel Blanquer a immédiatement accepté cette proposition qui aurait pu l'effrayer : on vient à « L'émission politique » quand on se sent prêt à s'assumer comme poids lourd de l'équipe gouvernementale. Le locataire de l'Hôtel de Rochechouart, siège du ministère de l'Éducation nationale, accepte désormais de franchir les murs de l'école (voir interview page 34) et de nager dans un bassin plus grand que son périmètre ministériel. Un fait politique en soi dans une macronie issue de la société civile, où l'on ne sort guère du rang. « Ce qu'il incarne est politique et dépasse la Rue de Grenelle, car la maîtrise de la lecture, le retour de l'apprentissage et du par-cœur qu'il défend touchent à des éléments fondamentaux de la culture française », analyse le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui a récemment déjeuné avec son homologue. ■■■

EN COUVERTURE



■■■ A l'Elysée, on observe attentivement le déploiement du ministre de l'Education nationale. On souligne même, le sourire un peu forcé, que les nombreuses couvertures de magazine qu'il obtient ne résultent pas d'une stratégie politique mais d'une certaine mode éditoriale. Dans le dispositif gouvernemental, le ministre est considéré comme un pragmatique et un homme de dossiers. Jean-Michel Blanquer ne fait pas partie du petit groupe de réflexion stratégique composé du député Richard Ferrand, du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, ou encore du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, auxquels il arrive de dîner à l'Elysée pour parler cuisine. Le ministre de l'Education voit le président de la République en tête-à-tête environ toutes les trois semaines, sans se perdre dans des considérations politiciennes. *« Sur le fond, ils sont en phase, analyse Robert Zarader, un communicant visiteur occasionnel du Château, puisque tous deux défendent à la fois un retour aux valeurs simples et le réformisme. »*

« Conservation ». Un conseiller d'Emmanuel Macron résume l'intérêt du profil de haut fonctionnaire, ancien directeur général de l'enseignement scolaire, devenu ministre offensif du gouvernement d'Edouard Philippe : *« Jean-Michel n'est pas qu'un technicien de l'éducation. C'est aussi quelqu'un qui la pense. »* Qu'est-ce que le blanquerisme ? Un progressisme ? Un scientisme ? Ou un conservatisme ? *« La notion de conservation n'a pas le même sens dans le*

M. Bac. Jean-Michel Blanquer et Pierre Mathiot (à g.), rapporteur de la mission sur la réforme du lycée et du baccalauréat. Le projet a été présenté en conseil des ministres le 14 février.

domaine de l'éducation que sur l'échiquier politique, prévient Jean-Pierre Chevènement, lui aussi passé par la Rue de Grenelle de 1984 à 1986. J'ai été moi-même traité de conservateur par les socialistes, et je leur répondais que j'étais un "conservateur... du progrès !" De toute évidence, la transmission n'est pas possible sans une certaine dose de conservation. »

A l'étage supérieur du pouvoir, on réfute avec la plus grande véhémence ce terme malgré tout très connoté. Dans l'esprit d'Emmanuel Macron, il faut comprendre que son ministre participe lui aussi à l'« holistique de l'émancipation », expression pompeuse mais toujours très en vogue Rue du Faubourg-Saint-Honoré. Une formule qu'un conseiller traduit comme suit pour mieux la rendre compatible avec la philosophie du ministre de l'Education nationale : *« "Mettre les individus en capacité de", cela correspond exactement à ce que fait Blanquer. »*

Et le combat du ministre sur l'écriture inclusive ? *« Le jour où on parviendra à faire diminuer le nombre de femmes battues avec des .e à la fin des mots, on en reparlera »,* réfute un collaborateur d'Emmanuel Macron. Et le retour des langues anciennes dans les salles de classe ? Un proche du président fait appel à un souvenir de la campagne présidentielle. En octobre 2016, visitant la Paillade, un quartier populaire de Montpellier, le candidat d'En Marche ! s'était vu invectiver par une mère de famille qui lui aurait lancé : *« L'enseignement du latin, dans les zones prioritaires, ça permet qu'il y ait encore des petits blonds dans nos écoles. »* ■■■

« Il incarne le bon sens. Or le bon sens n'est ni de droite ni de gauche. Les fondamentaux de l'Education nationale dominés par l'idéologie, c'est terminé. » François Bayrou

EN COUVERTURE



■■■ Blanquer lui-même brandit sans cesse le même étendard auprès de ses visiteurs. Comme un brevet de probité macronienne, il répète être « l'un de ceux qui incarnent le ni droite ni gauche ». « Il incarne le bon sens, précise François Bayrou. Or le bon sens n'est ni de droite ni de gauche. On a vécu des années et des années dans lesquelles l'idéologie dominait les fondamentaux dans l'Education nationale. C'est terminé. » Un autre ministre, passé, comme le président du MoDem, par la Rue de Grenelle, détaille la recette Blanquer, composée selon lui d'un « mélange entre l'autorité d'un Chevènement et la bienveillance avérée d'un Bayrou ».

Estime. Est-ce cette multipolarité politique qui a fait de Jean-Michel Blanquer un homme inattaquable ? Les journalistes de « L'émission politique » de France 2 ont eu bien des peines pour trouver un contradicteur au ministre de l'Education nationale, pour le traditionnel débat du programme. Manifestement, aucun de ceux qui ont été aux manettes du « mammoth » ces dix dernières années n'avait intérêt à s'engager dans cette joute : les deux plus proches prédécesseurs de Jean-Michel Blanquer à l'Hôtel de Rochechouart, Benoît Hamon et Najat Vallaud-Belkacem, ont tous les deux décliné l'invitation. « Nous avons essayé beaucoup de refus, plus que d'ordinaire, confirme le rédacteur en chef de l'émission, Michel Dumoret. A droite, ils n'osent pas lui chercher des poux puisqu'il met en partie en œuvre ce qu'ils proposaient. A gauche, notamment chez les syndicats,

Préparatifs. Le 12 février, Cédric Villani (à g.), député LREM de l'Essonne, et Charles Torossian (au fond à dr.), inspecteur général de l'Education nationale, ont remis à Jean-Michel Blanquer le rapport de la mission mathématiques.

ils sont dans une période d'attente tout en saluant sa méthode. »

Respecté à droite autant qu'à gauche, Jean-Michel Blanquer ? Quoi qu'en pensent l'Elysée ou le ministre lui-même, la droite apparaît l'espace où il séduit le mieux. Les chiffres du baromètre Ipsos-*Le Point* (voir page 43) du mois de février le prouvent d'une manière indiscutable : ils sont trois fois plus nombreux chez les sympathisants des Républicains que chez les sympathisants socialistes à approuver son action. Management de son administration, rupture avec les aberrations des pédagogistes de gauche : le ministre leur plaît. Des leaders de la droite ne se cachent pas pour l'applaudir. Dans « L'émission politique » du 25 janvier, le président des Républicains, Laurent Wauquiez, le mentionne à l'antenne comme un ministre pour qui il a de « l'estime ». Quant à Valérie Pécresse, présidente la région Ile-de-France, elle l'analyse ainsi, en marge de son interview (voir page 44) pour *Le Point* : « Nous, on avait mis Martin Hirsch pour faire le RSA : on a donc confié l'une des plus grandes réformes sociales à un homme de gauche. Et il nous l'a plantée... Macron fait l'inverse sur l'école : il nomme un homme de droite pour faire une réforme de droite, désirée par le pays. Là-dessus, il n'y a rien à dire. »

En septembre, juste avant de se retirer des affaires courantes de la vie politico-médiatique, François Baroin s'était confié lui aussi sur « ce frère », avec qui il se dit « lié par un destin commun depuis l'âge de

« Je prends Jean-Michel Blanquer très au sérieux, car c'est un homme avec de l'épaisseur. Ce n'est pas un petit ministre. » Alexis Corbière

8 ans». Son ami qui, devenu adulte, rédigea en 1992 chez Plon une biographie de Michel Baroin, son père. Si François Fillon avait été élu, François Baroin, que l'on pressentait pour Matignon, aurait-il lui aussi choisi Jean-Michel Blanquer comme ministre de l'Éducation nationale ? *«C'était le meilleur: que tout le monde ait pensé à lui pour le ministère de l'Éducation nationale, cela paraît logique, répond-il. Jean-Michel réhabilite des valeurs simples qu'on avait oubliées et qui fonctionnaient. S'il réussit, c'est parce qu'il se bat pour l'égalité réelle. Najat Vallaud-Belkacem avait, elle, théorisé l'égalité en droits. Qui nivelle par le bas, qui structure l'égalitarisme, et nourrit le communautarisme, au sein même de nos écoles.»*

Durant la campagne de la primaire de la droite et du centre en 2016, Alain Juppé – que l'actuel ministre de l'Éducation voyait seul au QG du boulevard Raspail – lui avait fait relire son livre *«Mes chemins pour l'école»*. Blanquer avait accepté la tâche, sans cacher son désaccord avec certaines propositions, dont celle de faire élire les proviseurs. Le blanquerisme reste largement compatible avec le juppéisme, promet Maël de Calan, un des rédacteurs du programme du maire de Bordeaux durant la primaire de la droite et du centre en 2016 : *«Les batailles idéologiques que Blanquer engage sonnent doux à mes oreilles de droite.»*

Elles sonnent doux jusqu'aux oreilles de la droite de la droite. Sur son blog vidéo, Jean-Marie Le Pen loue la réforme du baccalauréat, présentée le 14 février en conseil des ministres. Le 8 décembre, lors d'une conférence de presse au siège de son parti, Marine Le Pen explique voir *«dans les discours de M. Blanquer une victoire idéologique et même maintenant une victoire politique»*.

Dissonance. Vers où le vent gronde-t-il donc ? En direction des amis de Jean-Luc Mélenchon. Ils ont créé une très officielle école des Insoumis, l'eFI, et revendiquent de préempter le créneau réduit de la dénonciation du système éducatif tel que conçu par Jean-Michel Blanquer. Cofondateur de l'eFI, le politologue Thomas Guénolé tape sur le ministre de *«l'aggravation des inégalités scolaires»*. C'est donc sans surprise que *«L'émission politique»* du 15 février a dû se tourner vers La France insoumise pour trouver un contradicteur au ministre de l'Éducation nationale.

Le député Alexis Corbière, ancien professeur de lettres et d'histoire-géographie dans un lycée professionnel, n'était sans doute pas la peinture médiatique espérée par France 2. Mais il a préparé son émission avec le plus grand soin. Il a lu et relu le dernier ouvrage de Jean-Michel Blanquer, *«L'école de demain»*, publié chez Odile Jacob en 2016. *«Un livre très charpenté»*, concède l'Insoumis. Qui ajoute : *«Je prends Jean-Michel Blanquer très au sérieux car c'est un homme avec de l'épaisseur. Ce n'est pas un petit ministre.»* Un ministre qui assure au *Point* ne pas rechercher à tout prix à accoler son nom à un texte. Un ministre qui assure n'avoir pas d'autre ambition que de *«redonner confiance en l'école»*. Jusqu'à quand ? ■

**EN COUVERTURE**

Jean-Michel Blanquer : « Le blanquerisme n'existe pas. Le macronisme, oui ! »

Philosophie. Alors qu'il lance une grande réforme du bac, le ministre livre sa vision de l'enseignement et de la France.

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUISE CUNEO, SÉBASTIEN LE FOL, CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT ET ÉMILIE TREVERT

Le Point : Pour vous trouver un contradicteur, la rédaction de « L'émission politique » sur France 2 s'est arraché les cheveux : personne ne veut débattre avec vous. Même Marine Le Pen salue « le phénomène Blanquer ». C'est donc vrai, comme le disent certains à droite à mots couverts, vous êtes un « hypnotiseur » ?

Jean-Michel Blanquer : « Hypnotiseur », c'est un bien grand mot. La France insoumise ne rate jamais une occasion de me critiquer. Quant au projet politique du Front national, il n'a rien à voir avec celui d'Emmanuel Macron. Mais peut-être qu'un certain pragmatisme permet de rassembler largement, indépendamment des partis. Mon unique ambition est de redonner confiance en l'école.

Votre unique ambition, vraiment ? Votre popularité pourrait vous autoriser à en nourrir d'autres...

Je n'en ai pas d'autre, je ne suis pas là pour faire de la politique politicienne. C'est déjà assez ambitieux de vouloir mener le changement de notre système éducatif !

En tant qu'ancien enseignant, diriez-vous que ce gouvernement est une bonne classe ?

Oui, car les meilleures classes sont celles où il y a de la solidarité entre les élèves, où ils forment une équipe.

Emmanuel Macron ayant fait de l'éducation la mère de ses batailles, cela ne fait-il pas de vous son « chouchou » ?

Ce n'est pas la seule bataille, mais elle est essentielle. Le fait qu'on m'en ait confié la responsabilité m'oblige. Mes relations avec Emmanuel Macron et Edouard Philippe sont évidemment excellentes, mais c'est le

cas aussi pour les autres membres du gouvernement, et entre nous !

Depuis votre nomination, vous faites tout pour ne pas apparaître comme un personnage politique. Et si vous étiez le plus politique de tous les ministres de ce gouvernement ?

On est un homme politique à partir du moment où on entre dans un gouvernement. Je ne l'étais pas, je le suis désormais, c'est un fait. J'habite donc la politique, mais je reste qui je suis.

C'est quoi, le « blanquerisme » ?

Le blanquerisme n'existe pas. Le macronisme, oui ! C'est la capacité à dépasser les clivages stériles pour permettre à la France d'affronter les enjeux cruciaux de notre monde. C'est la foi dans la possibilité du progrès. Le macronisme est le contraire du pessimisme radical, qui s'accompagne souvent d'une délectation morose. Cette vision d'un futur optimiste possible pour notre pays, nous en avons sacrément besoin !

Vous connaissez votre surnom ? « Contrôle Z », comme ce raccourci d'ordinateur qui permet d'annuler la dernière action entreprise.

Blanquer, ou l'homme qui efface tout ! Toute votre politique ne consiste-t-elle pas à démolir ce que la gauche a construit ?

Non. Je cherche à garder du passé ce qui marche et à changer ce qui ne marche pas. Peu m'importe que ce soit un héritage de droite ou de gauche sur lequel je suis amené à agir.

Certains vous dépeignent comme un conservateur, ce qui a l'air de vous agacer...

Est-ce conservateur de doubler le nombre de professeurs dans les classes de CP et CE1 en REP+ et de lancer la mesure « devoirs faits » pour tous les enfants ? Certains aiment bien cultiver les caricatures et m'enfermer dans une case. Ils se condamnent eux-mêmes



Week-end. Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation nationale, à Paris, le samedi 10 février : « J'habite aujourd'hui la politique, mais je reste qui je suis. »

à se tromper de diagnostic et de pronostic. Je suis ainsi très mobilisé pour la justice sociale dans les territoires urbains, mais aussi dans la « France périphérique » et dans les territoires ruraux.

Comme les hussards noirs de la République dont parlait Péguy dans « L'argent », lancés dans l'évangélisation républicaine des territoires ?

« Cette Ecole normale semblait un régiment inépuisable, écrivait-il. Elle était comme un immense dépôt, gouvernemental, de jeunesse et de civisme (...). Ces instituteurs étaient sortis du peuple, fils d'ouvriers, mais surtout de paysans et de petits propriétaires (...). Ils restaient le même peuple... » **Vous aimez cette description ?**

Oui. J'aime cette citation et ce qu'elle décrit comme j'aime toute l'œuvre de Péguy. Nous pouvons retrouver

cet élan au XXI^e siècle, car la jeunesse a besoin de s'engager et cela peut coïncider avec nos nouveaux défis sociaux et territoriaux. Je souhaite contribuer au renouveau des territoires ruraux par une nouvelle dynamique d'attractivité. Ce sera le cas avec des projets éducatifs attractifs et avec le développement des internats que nous préparons.

Juste après votre prise de fonctions, vous confiez au « Point » que vous seriez fier de ne pas avoir de réforme portant votre nom. Celle du bac, que vous venez de lancer, ne sera-t-elle pas pourtant la vôtre ?

Je n'ai évidemment jamais dit qu'il n'y aurait pas de réforme et encore moins que ce serait l'immobilisme. J'ai simplement dit qu'il n'y aurait pas une grande « loi Blanquer », car je pense que ce n'est pas la bonne méthode pour de vrais changements. Mon ■■■

PHOTOS : ELODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »

« Par quelle opération de l'esprit en est-on venu à croire que l'art de penser ne devait plus être enseigné à cause des inégalités qu'il renforcerait ? »

EN COUVERTURE



■■■ ambition n'est pas d'accrocher mon nom à un texte. Je préfère obtenir une évolution concrète de notre école dans le sens d'une plus grande qualité en agissant sur des leviers utiles après avoir écouté les acteurs concernés. Ainsi, je viens de présenter une réforme du bac, qui est le fruit d'une large consultation que j'avais confiée à Pierre Mathiot. Je vais poursuivre la concertation quelques semaines au sujet des modalités pratiques. Cette réforme est bien reçue, ce qui prouve la maturité de la société pour en comprendre l'intérêt au-delà des clivages idéologiques.

Sur quoi repose vraiment cette réforme ?

L'idée est que, en préparant le bac, un élève préparera ce qui le fera réussir par la suite. Par exemple, il est important pour tous les élèves d'avoir une expression écrite et orale en français bien plus consolidée qu'aujourd'hui. Les élèves passeront les quatre épreuves écrites au retour des vacances de printemps, et ils pourront se concentrer ensuite sur l'épreuve de philosophie et le nouveau grand oral. Tous les élèves du lycée, de la seconde à la terminale, travailleront ainsi jusqu'à la fin de l'année.

« Yamakasi ».
 Jean-Michel Blanquer à la rencontre de Parkour59, à Roubaix (Nord), le 10 février. L'association initie notamment les jeunes au déplacement acrobatique dans l'espace urbain et leur transmet le dépassement de soi.

Si on comprend bien cette réforme, d'ici à 2021 chaque élève construira son bac à la carte, en choisissant ses matières en dehors de toute filière. Pensez-vous ainsi mettre fin à la primauté de la filière scientifique sur les autres ?

Ce nouveau baccalauréat comportera des matières communes et de nouvelles possibilités de choix. Certains éléments accentuent la dimension commune, par exemple le statut de la philosophie, passée par tout le monde à l'écrit. La fin des filières permettra d'en finir avec des hiérarchies qui induisent des choix artificiels. Ceux qui choisiront de se spécialiser en sciences approfondiront davantage les disciplines concernées et le feront parce qu'ils aiment cela, pas parce que c'est plus prestigieux. Chaque discipline et chaque parcours s'en trouveront renforcés.

En accordant le même coefficient à l'épreuve de philosophie dans toutes les sections générales et technologiques, voulez-vous réhabiliter la culture générale ? Certains jugent cette discipline discriminante.

C'est tout le contraire ! Par quelle opération de l'esprit

« Nous sommes dans une époque où la haine se porte haut (...) car nous avons abandonné en partie les idéaux des Lumières. »

en est-on venu à croire que l'art de penser ne devait plus être enseigné à cause des inégalités qu'il renforcerait ? C'est une folie digne des sophistes de notre temps ! Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on règle les problèmes. Il faut de la culture générale pour diminuer les inégalités. Cette épreuve originale s'inscrirait dans une grande tradition française qui a de belles raisons d'exister.

Le même procès est fait au grand oral...

L'expression orale est une compétence fondamentale dans la vie. Cette épreuve permettrait justement de compenser les inégalités, parce qu'elle donne le signal en amont d'un travail nécessaire pour tous et qu'elle donne des chances supplémentaires à tous les lycéens qui peuvent avoir du mal à l'écrit mais dont la richesse de la personnalité est plus perceptible à l'oral. Nous y préparerions les élèves dès la seconde, et ce dès la rentrée prochaine, dans le cadre de l'accompagnement personnalisé. C'est un mouvement plus général qui va s'enclencher aussi de cette façon à l'école et au collège pour développer l'expression orale des élèves de France. Par exemple, cela correspond aux projets que nous avons avec Françoise Nyssen pour la pratique théâtrale. Nous voulons désinhiber les élèves et favoriser l'écoute et le respect d'autrui, le travail collectif, le sens du beau. Autant d'enjeux pour l'école qui sont aussi des enjeux de société.

Vous créez une nouvelle discipline, humanités numériques et scientifiques. Pourquoi ?

L'intitulé pourrait évoluer. L'important est d'insister sur la présence de la science dans le tronc commun. Elle serait enseignée à toutes les premières et terminales générales, deux heures par semaine, dès septembre 2019, et serait évaluée pour le contrôle continu. Elle fait partie des connaissances essentielles pour l'« honnête homme » du XXI^e siècle, qui sera confronté à l'intelligence artificielle et aux défis de notre temps. Car ce sera à chacun d'entre nous de répondre à la question : comment un monde de plus en plus technologique peut-il quand même devenir un monde plus humain ?

Votre gouvernement s'attaque en même temps à ce vieux serpent de mer : l'apprentissage.**Pensez-vous que la simple réforme du financement de la formation professionnelle va suffire à redorer le blason d'une voie qui reste méprisée par les parents eux-mêmes ?**

En effet, pour relancer l'apprentissage, il faut aussi agir sur les facteurs psychologiques qui dissuadent certains jeunes de se lancer dans cette voie. Un travail d'équipe a été mené avec Muriel Pénicaud et Frédérique Vidal [la ministre du Travail et celle de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, NDLR] pour agir sur tous les facteurs. Nous voulons encourager la création de grands campus professionnels, qui réuniront CFA [centres de formation d'apprentis, NDLR], lycées professionnels, universités, internats, mais aussi des terrains de sport, des incubateurs d'entreprise... Avec les régions, nous pourrions ainsi faire naître des « Harvard du profes-

sionnel », en nous inspirant des réussites les plus remarquables, par exemple l'Aérocampus de Latresne, près de Bordeaux. Demain, un élève ira sous statut scolaire d'élève dans un lycée professionnel ou dans l'apprentissage par goût, avec la perspective d'un métier. C'est crucial au moment où nous voyons la croissance qui redémarre et des entreprises qui ont du mal à recruter les jeunes qualifiés qu'elles sont prêtes à embaucher en CDI.

La France est pénalisée économiquement par sa vision de la réussite. Echouer est mal perçu dans notre pays, et ce dès l'école. L'Education nationale ne doit-elle pas enseigner l'échec ? Comment allez-vous vous y prendre pour changer cet état d'esprit ?

J'espère que je ne l'illustrerai pas par l'exemple ! [Rires.] J'ai l'intention de contribuer à cette culture de la confiance. Chaque enfant a un talent, et il faut s'appuyer sur ce talent pour l'aider à se construire. C'est un principe pédagogique indispensable. Notre institution doit tenir un discours qui valorise la prise de risque, la progression par l'essai et l'erreur. Je crois aux évaluations, mais il faut les dédramatiser. Les enfants aiment se tester. Si c'est fait dans un but constructif, c'est très utile.

Vous n'avez jamais dû connaître l'échec, vous ?

Je pourrais vous en citer quinze ! Tous m'ont été très utiles.

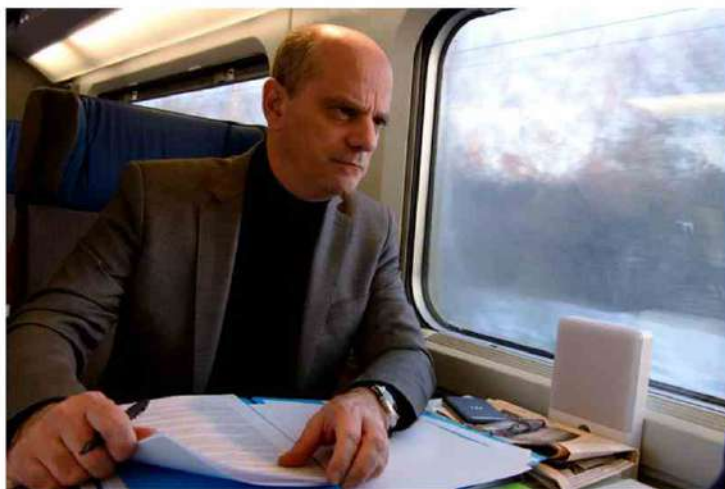
Pour réformer l'Education nationale, vous semblez miser beaucoup sur les neurosciences. Vous avez d'ailleurs nommé à la tête du conseil scientifique Stanislas Dehaene, neuroscientifique et professeur au Collège de France. Mais l'être humain peut-il être réduit à son cerveau ? Ne sous-estimez-vous pas les passions humaines et n'est-il pas dangereux de tout voir à travers le prisme de l'intelligence ?

Je n'ai jamais prétendu que les sciences cognitives seraient l'alpha et l'oméga du progrès en matière d'éducation. Ceux qui disent cela, en se drapant dans une posture pseudo-humaniste, sont de mauvaise foi. Ils brandissent un prétendu scientisme qui n'existe pas. Je pense que la réalité est complexe, a fortiori en matière d'éducation, et que nous devons avancer avec humilité à la lumière de toutes les disciplines scientifiques mais aussi à celle de l'expérience et de la comparaison internationale. Je suis étonné par la force d'une forme de néo-obscurantisme qui se dresse face à l'affirmation simple et sereine de cette méthode.

Et qui se manifeste comment ?

L'obscurantisme lié au fondamentalisme religieux, évidemment, mais aussi présent dans différents extrémismes politiques. Nous sommes quand même dans une époque où la haine se porte haut, pour des raisons de forme car les tuyaux de communication favorisent cela, mais peut-être aussi sur le fond, car nous avons abandonné en partie les idéaux des Lumières. L'éducation, la capacité d'écoute, l'approche expérimentale ne sont pas des faiblesses de la démocratie et de la modernité dont nous devrions ■■■

EN COUVERTURE



■■■ avoir honte. C'est notre force contre l'obscurantisme, mais aussi contre le relativisme et le cynisme. **La politique éducative de vos prédécesseurs a-t-elle contribué à développer ce «relativisme cynique» ?**

Quand l'école s'éloigne des Lumières, l'école s'éloigne tout simplement d'elle-même. La vocation de l'école est de transmettre des savoirs et des valeurs. Elle vise le bien, le beau et le vrai.

Le bien, le beau et le vrai? Mais qui va déterminer ce qui est bien, beau et vrai?

C'est un absolu, on ne l'atteint jamais, mais ce n'est pas parce que c'est inaccessible qu'on ne peut pas y tendre! Le vrai? Nous parlions de la science: quand on dit que la Terre tourne autour du Soleil, on approche plus de la vérité que quand on dit que le Soleil tourne autour de la Terre! Tendre vers le beau, c'est déjà chercher le beau! Et le bien... Les êtres parfaits sont rares, c'est vrai, mais commençons par respecter autrui, nous parler au lieu de nous taper dessus, c'est quelque chose d'assez simple et vers lequel nous pouvons tendre.

Vous êtes donc pour l'adoption de l'idéal grec antique du «kalos kagathos», «le beau et le bon» en même temps!

Oui!

On vous entend prôner à la fois – en même temps! – le cartable numérique et l'apprentissage par cœur; les neurosciences et la revalorisation du grec et du latin. Jean-Michel Blanquer, c'est «tradition et modernité», comme on le dirait d'un bel hôtel...

A l'école, on transmet un passé pour se tourner vers l'avenir. Si l'école n'est pas cela, alors ce n'est plus l'école. L'exemple du grec et du latin est excellent:

Bachotage. Le ministre de l'Éducation dans le TGV Paris-Lille, le 10 février.

c'est un passé qu'on pourrait considérer comme mort, et qui pourtant est la substance de vie la plus importante à l'intérieur de notre langue. A partir du moment où la société oublie cela, la langue se dévitalise. Pour la mémoire, c'est pareil: apprendre des choses par cœur peut être considéré comme une pratique du passé. Pourtant, il a été démontré par les neurosciences que c'est très bénéfique. La mémoire ne s'oppose pas au sens. Elle le nourrit.

Le cœur et l'intelligence? Vous ne seriez pas nostalgique d'un âge d'or? La III^e République, par exemple?

Pas spécialement. Il faut se méfier des «âges d'or», car il y a toujours des contre-exemples... Même sous la III^e République dont vous parlez, on peut trouver des éléments d'exclusion sociale. Idem dans l'école des années 1960. En revanche, s'il y a une nostalgie que je trouve légitime, c'est celle de la confiance: c'est un fait, on avait jadis plus confiance qu'aujourd'hui dans l'école. Et nous devons retrouver cela par des voies nouvelles.

L'école de la dictée, de l'uniforme?

Vous savez, il y a beaucoup de choses qu'on analyse comme relevant du passé et qui relèvent, en réalité, de l'éternité, peut-être... D'une certaine manière, c'est davantage le passé que le présent qui valide ce qu'il y a d'éternel. Et peut-être de bon. Pourquoi vouloir être dans le «bouguisme» permanent alors que ce qui compte, c'est être maître de son rythme et de sa nature? Je suis prêt à changer beaucoup de choses, comme vous l'avez noté, mais avec discernement. C'est ainsi qu'on sera vraiment moderne.

Vous êtes un adepte du libre choix, comme on l'a vu pour les rythmes scolaires et l'uniforme.

N'est-ce pas une manière de ne pas trancher?

Pour moi, l'école est celle de la liberté: l'institution doit incarner cette liberté. Il y a des sujets qui relèvent de l'échelle nationale et d'autres de l'échelle purement locale. Le choix des rythmes scolaires est un bon exemple: la qualité de ce qui va se passer implique l'appropriation par les acteurs des choix à faire. En revanche, d'autres sujets nécessitent une approche nationale. Le principe de laïcité en est un bon exemple, car on ne peut pas se permettre d'avoir des réponses différentes à un même problème sur un tel sujet.

Le Conseil des sages de la laïcité a préconisé l'enseignement du fait religieux à l'école.

S'agit-il de «flatter» les croyances, comme ce serait le cas aujourd'hui dans les manuels, selon Souâd Ayada, la nouvelle présidente du Conseil supérieur des programmes?

Souâd Ayada a raison, évidemment. Nous devons avoir une vision plus robuste de l'enseignement

« Vous savez, il y a beaucoup de choses qu'on analyse comme relevant du passé et qui relèvent, en réalité, de l'éternité, peut-être... »

laïque du fait religieux. Il ne s'agit pas d'entrer dans les convictions de chacun. Pour ce qui relève de la transcendance et du fait de croire ou de ne pas croire, le respect le plus absolu est de mise. Mais on peut exposer, notamment par l'approche historique, la façon dont les religions se sont développées, et les décrire. C'est extrêmement important, tout simplement pour comprendre d'où nous venons et dans quel monde nous vivons.

L'une des critiques récurrentes faites au gouvernement est de sous-estimer la poussée de l'islamisme. Dans son livre «L'islam, une religion française», Hakim El Karoui souligne que «28% des musulmans de France mélangent à la fois des attitudes autoritaires et d'autres que l'on pourrait qualifier de "sécessionnistes"».

Ce reproche n'est pas fondé. Il n'y a aucune complaisance en quoi que ce soit vis-à-vis des phénomènes de radicalisation. Nous avons la volonté de ne pas instrumentaliser un problème, qui existe bel et bien, pour en faire un objet politique passionnel. Nous tenons à faire un diagnostic lucide, ce qui se précise de plus en plus, pour avancer dans un esprit conforme à la laïcité, c'est-à-dire à la liberté. Nous avons déjà bien avancé du côté de l'Education nationale avec le déploiement progressif des «unités laïcité» dans les rectorats pour venir en soutien aux établissements qui rencontrent des problèmes.

Sur l'antisémitisme, est-ce qu'on ne se trompe pas de combat en ce moment, en parlant davantage de la réédition des pamphlets antisémites de Céline ou des célébrations nationales autour de Maurras que de l'agression d'un enfant juif à Sarcelles ?

Je ne relie pas forcément les deux sujets, mais il est évident que cet antisémitisme est une plaie : des familles juives obligées de déménager, des enfants qui doivent quitter leur école... Je n'ai aucun problème à m'exprimer sur cela et je le fais, d'ailleurs. Simplement, les discours politiques ne sauraient suffire en la matière. C'est pourquoi je m'efforce d'agir pour combattre ces problèmes à la racine.

Face à la violence, notamment celle qui existe dans des établissements scolaires tel le lycée polyvalent Joseph-Gallieni de Toulouse, ne faut-il pas instaurer, comme certains à droite l'ont préconisé, une «tolérance zéro» ?

Je dis très simplement que, pour moi, la force doit être du côté du droit. Un enfant harcelé par d'autres, c'est un phénomène qui doit être combattu dès sa première petite manifestation. Chaque crise dans un établissement peut être décrite comme le développement exponentiel d'une violence à laquelle on a laissé libre cours au nom d'une fausse bienveillance. On ne doit pas considérer le nombre de conseils de discipline dans un établissement comme un critère d'échec ou de réussite de cet établissement. Il faut qu'ils aient lieu dès que le besoin s'en fait sentir. A Gallieni, j'ai souhaité, sur la base d'un diagnostic précis que m'a établi l'inspection générale, ■■■

**EN COUVERTURE**

■ ■ ■ qu'on reparte sur des bases nouvelles. Cela vient de commencer. Les choses vont changer dans ce lycée comme dans tous les établissements confrontés à ce type de problème.

Faut-il détecter, comme des responsables politiques l'ont proposé par le passé (des films de science-fiction aussi), les enfants qui pourraient être violents, de manière à prévenir avant de guérir ?

Non, ça n'a pas de sens.

Le gouvernement s'attaque enfin à une réforme de l'Etat. Le principe de « départs volontaires » a été posé. Cela va-t-il s'appliquer à l'Education nationale ou y a-t-il une exception à faire dans ce ministère ?

La transformation de la fonction publique est un levier majeur de la modernisation de l'action publique. Le plus grand sujet du ministère de l'Education nationale n'est cependant pas la question des départs volontaires, mais plutôt d'être capable de recruter en nombre suffisant des professeurs de qualité dont nous aurons besoin dans le futur. Je vais malgré tout être très engagé dans la modernisation de l'Etat au travers d'une gestion des ressources humaines plus humaine et d'une approche territoriale plus efficace.

Vous voulez que l'interdiction du téléphone portable soit effective, déplorant que les élèves aient les yeux rivés sur leur écran « au lieu de jouer au foot ». L'école doit-elle être considérée comme un sanctuaire ?

L'école est un sanctuaire, mais avec des ouvertures. C'est un sanctuaire parce que les règles y sont différentes du reste de la société. Mais le numérique n'est pas à la porte de l'école. Le téléphone portable a envahi toutes les sphères de la société et en tant qu'adultes ayant été formés dans un contexte très différent nous échappons mal à ses effets pervers. Cela risque d'être encore pire pour nos enfants si on ne les a pas habitués dans un premier temps à une existence où l'écran n'est pas au centre de tout. Pour les préparer à la civilisation technologique, il faut leur donner des compétences numériques non superficielles, bien sûr, comme l'apprentissage du code informatique à l'école primaire. Mais ce qui est encore plus important, c'est de leur avoir donné un sens logique et une culture générale, qui leur permettront d'être des acteurs pertinents dans ce monde technologique.

Est-ce à l'école d'apprendre aux garçons à ne pas se comporter comme des « porcs » avec les filles ?

C'est le rôle des parents, mais aussi de l'école, d'apprendre aux enfants à se respecter les uns les autres, et donc ipso facto que les garçons respectent les filles.

Cela passe notamment par l'exemple des adultes, qui doivent se parler correctement, se faire confiance... Les messages moraux implicites et explicites doivent être quotidiens. Nous travaillons avec Marlène Schiappa [secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, NDLR] à une approche efficace pour que le respect entre garçons et filles devienne une réalité à tous les niveaux du système scolaire.

Vous défendez une morale républicaine, verticale. N'est-ce pas plutôt la « morale » qui prend le dessus dans le débat public ?

La morale est à l'opposé des postures. Celles-ci sont de toutes les époques. Tartuffe n'est pas d'aujourd'hui.

Le professeur de droit public que vous êtes ne s'inquiète-t-il pas de voir l'Etat de droit de plus en plus bafoué, à commencer par des ministres comme Marlène Schiappa, qui s'est permis de juger la défense d'un avocat dans l'affaire Daval ? Ce gouvernement prendrait-il la question des libertés à la légère ?

Quelque chose a basculé qui doit nous faire réfléchir. Je pense que les réseaux sociaux ont une grande responsabilité dans cette dérive, ainsi que les médias. Le gouvernement est très respectueux de l'indépendance du pouvoir judiciaire et ce qui s'est passé dans cette affaire n'est pas du tout une violation de ce principe.

Le président de la République parle souvent de l'héroïsme. Quels sont vos héros en politique ?

Dans l'Histoire, j'aime l'image de Bonaparte au pont d'Arcole, sa *furia francese* qui marqua les Italiens, qui voyaient dans la Révolution française un souffle d'émancipation. En politique, Jeanne d'Arc, Jules Ferry et Georges Clemenceau sont incontournables. Chez les personnages de fiction, ce serait Fanfan la Tulipe, Cyrano de Bergerac ou d'Artagnan.

Quel est leur point commun ?

Pour moi, ils incarnent un bonheur français. Je suis un avocat de l'art de vivre français, façonné depuis des siècles. On s'est accoutumé à penser que les Français étaient grognons et pessimistes ; ce n'est absolument pas une réalité ancienne. La pensée de Charles Péguy est aussi tout à fait d'actualité. Elle fait la synthèse de beaucoup de composantes de cet « esprit français ». Le goût pour le bonheur, la générosité et l'élévation de l'esprit en font partie.

La majorité a perdu deux élections partielles. Avez-vous le sentiment d'avoir mangé votre pain blanc ?

Nous avons aussi mangé du pain noir ! Il y a eu du pain blanc et du pain noir dès le début. Et cela va nécessairement continuer ainsi. L'essentiel est que notre travail collectif soit utile pour la France ■

« J'aime l'image de Bonaparte au pont d'Arcole, sa "furia francese" qui marqua les Italiens, qui voyaient dans la Révolution un souffle d'émancipation. »

EN COUVERTURE

Un ministre de plus en plus capital pour l'opinion

PAR BRICE TEINTURIER

Positionnement. Encore peu connu des Français, Jean-Michel Blanquer a un atout : il n'est détesté de personne.

La visibilité et l'opiniâtreté paient. Notamment lorsqu'elles s'enracinent dans une action réformatrice importante, tant les chantiers ouverts par Jean-Michel Blanquer sont nombreux et tant le ministre monte au créneau.

En sept mois, il a gagné 15 points d'identification. Certes, 1 Français sur 2 est encore incapable de porter un jugement positif ou négatif sur son action, notamment les femmes, les jeunes, les professions intermédiaires et les employés, mais ils étaient 66 % dans ce cas il y a sept mois. Dans un univers saturé d'informations et chez des Français qui ont mis de la distance entre eux et la politique, ces 15 points gagnés ne sont pas minces. Ils permettent à Jean-Michel Blanquer d'être aussi connu que Muriel Pénicaud, une autre nouvelle en politique mais que les ordonnances et la réforme emblématique du marché du travail ont propulsée dès l'ouverture du quinquennat au-devant de la scène. Blanquer a donc encore du chemin à parcourir pour se faire connaître, mais, sur ce critère, il n'a que 9 points de retard sur Christophe Castaner et 7 points sur Gérard Darmanin. Pas si mal pour un non-politique ! Et il est davantage connu que bien d'autres ministres, Nicole Belloubet (Justice), Agnès Buzin (Solidarité et Santé), Florence Parly (Armées), Françoise Nyssen (Culture) ou Stéphane Travert (Agriculture).

Le deuxième élément à souligner est le relatif bon équilibre de sa popularité : avec 16 % de jugements favorables et 33 % de défavorables, soit un différentiel négatif de seulement -17, le ministre se situe dans



Brice Teinturier
 Directeur général délégué d'Ipsos France

une position intéressante. Il est notamment, des 35 personnalités testées dans le baromètre Ipsos-*Le Point*, celui qui obtient, et de loin, le moins de jugements défavorables – et à l'intérieur de ces derniers, très peu de jugements « très » défavorables (14 %). C'est là un ministre qui ne clive pas ou peu, en tout cas qui ne suscite pas de rejet viscéral. Or cela n'a pas toujours été le cas de tous les ministres de l'Éducation nationale, tant s'en faut. C'est évidemment autant une preuve d'habileté qu'un atout pour conduire des réformes importantes.

Le positionnement du ministre dans l'opinion n'en est pas pour autant « moyen » ou central. Depuis juillet, il est passé chez les Français de 9 à 16 % de jugements favorables. Mais, chez les sympathisants PS, c'est 1 point positif seulement gagné (de 9 à 10 %) et une progression de 11 points des jugements négatifs (de 29 à 40 %), avec un différentiel aujourd'hui clairement négatif (-30). Inversement, chez les sympathisants LR, les jugements positifs sont passés de 17 à 31 % (+14) et les négatifs de 26 à seulement 32 % (+6), construisant un différentiel négatif de seulement -1. C'est donc à droite, clairement, que le ministre a progressé et est apprécié, ainsi que dans sa famille politique, puisqu'il obtient chez les sympathisants LREM 36 % de jugements favorables et 23 % de défavorables.

Sans être encore un poids lourd dans l'opinion, en raison notamment de sa notoriété, Jean-Michel Blanquer n'en trace pas moins son sillon et devient l'une des pièces maîtresses de l'échiquier gouvernemental ■

ROMUALD MEIGNIEUX/SPA

C'est à droite, clairement, que Jean-Michel Blanquer a progressé et est apprécié, ainsi que dans sa famille politique.